REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO * Travail * Démocratie * Paix *

Accordant une augmentation de bourse aux Etudiants congolais en Europe Occidentale.

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution du 8 juillet 1979 ; Vu la loi 25/80 du 13/11/80 portant amendement de l'article 47 de la Constitution :

Vu la lot des Finances 32/80 du 27/12/80 portant approbation du budget 1981;

Vu le Décret 79/154 du 4/4/79 portant nomination du Premier Minis-

tre, Chef du Gouvernement ;

Vu le Décret 80/644 du 28/12/80 portant nomination des Membres du

Conseil des Membres

Vu le Décret 80/402 du 10/10/1980 portant réorganisation du Ministère de l'Education Nationale et fixant certaines attributions de la Direction de l'Orientation et des Bourses;

Vu le Décret 75/306 du 24/6/75 fixant les taux de différentes ca-

tégories de bourses, complété par le Décret 78/600 du 19/9/79 ; Vu le Décret 71/364 du 16/11/71 fixant les différentes catégories de bourses, portant modalités d'attribution de renouvellement et suppression de ces bourses, complété par le Décret 71/396 du 11/12/71;

Sur proposition du Ministre de l'Education Nationale;

Le Conseil de Cabinet entendu :

ARTICLE 1ER : Est accordée une augmentation de bourse de VINGT CINQ MILLE FRANCS (25.000 F) CFA aux Etudiants Congolais en Europe Occidentale : FRANCE - BELGIQUE - ITALIE - R.F.A. - CANADA.-

ARTICLE 2 : Les taux mensuels de ces bourses passent de :

I - FRANCE - R.F.A.

BOURSE D : De CINQUANTE MILLE FRANCS à SOIXANTE QUINZE MILLE FRANCS (50.000 F à 75.000 F. CFA).

BOURSE E : De CINQUANTE CINQ MILLE FRANCS (55.000 F) à QUATRE VINGTS MILLE FRANCS (80.000 F).

II - BELGIQUE - ITALIE :

BOURSE D : De SOIXANTE MILLE FRANCS (60.000 F& à QUATRE VINGTS CINQ MILLE FRANCS (85.000 F.).

6000/0000

BOURSE E De SOIXANTE CINQ MILLE FRANCS (65.000F) à QUARRE VINGT DIX MILLE FRANCS (90.000 F.).

III - CANADA : De SOIXANTE QUINZE MILLE FRANCS (75.000 F.) à CENT MILLE FRANCS (100.000 F.).

RRTICLE 3 : Le Ministre de l'Éducation Nationale est chargé de l'éxécution du présent décret qui prend effet à compter du 1er Octobre 1981.

ARTICLE 4 : Le présent décreté enragentré et public au Journal Officiel de la République Populaire du Congo et communiqué partout où besoin sera-

Pait à BRAZZAVILLE, le 18 JANVIER 1982 LE PREMIER MINISTRE CHEF DU GOUVERNEMENT.

LE MINISTRE DES FINANCES,

TIHI-OSSETOUMBA-LEKOUNDADU.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Sylvain-NGOMA. -

A. NDING OBA